

# ALERTE OTAN !

Belgique- Belgique  
P.P.  
1050 Bruxelles 5  
1/17024  
P 301185

Bulletin trimestriel du Comité de Surveillance OTAN  
N°63 - 4e trimestre 2016

## Sommaire

p1 **Editorial**

p2 **Belgique**  
Campagne contre les avions de chasse

p3 **Belgique**  
Help Syria ou le retour à la guerre humanitaire

p4-5 **Syrie**  
Alep, Mossoul, Tel-Aviv,...

p6-7 **Brexit/Trump**  
L'OTAN est-elle affaiblie par le Brexit ou Trump?

p8 **Italie**  
Campagne contre les avions de chasse et les bombes B-61-12

p9 **Montenegro**  
Non à la ratification à l'OTAN

p10 **Amérique Latine**  
Le Vénézuéla rejette tout accord militaire entre la Colombie et l'Otan

p11 **Amérique Latine**  
OTAN: Vive opposition en Amérique Latine

p12 **Amérique Latine**  
Alerte sur les projets d'agression militaire des USA

## Malgré sa grande défaite à Alep, l'Otan n'est pas morte!

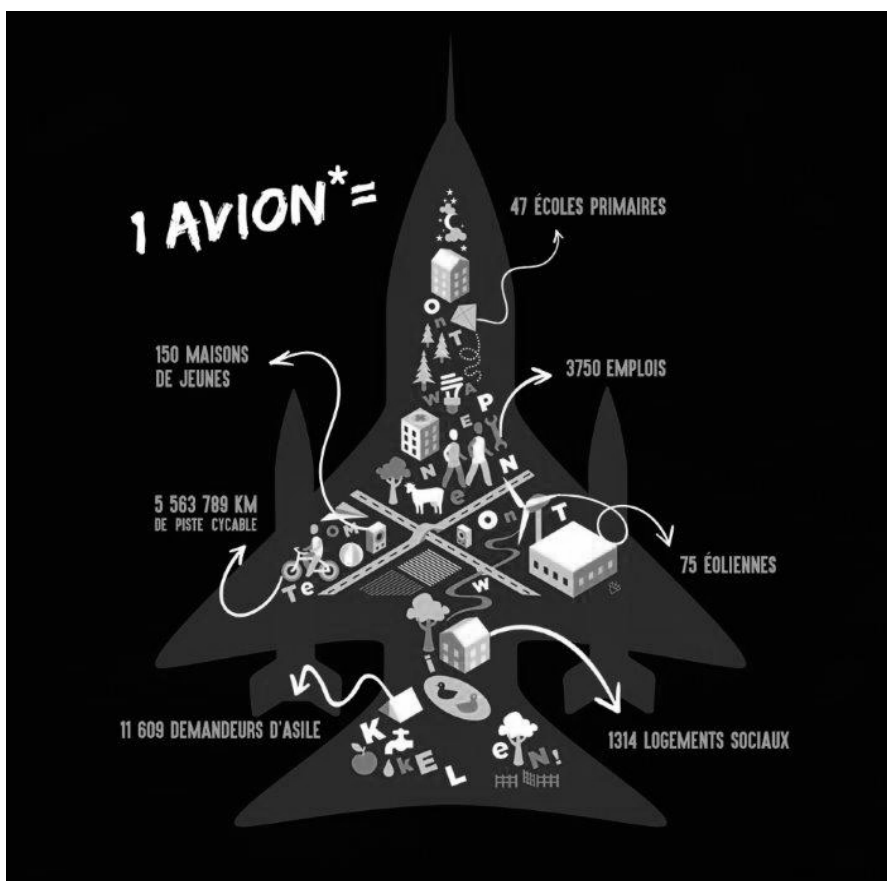
Les spéculations sur ce que fera Trump une fois président ou ce que pourrait faire Obama avant de céder la place occupent tous les débats actuellement, et on en oublie presque que la libération d'Alep a bien eu lieu! Et ce n'est pas la coalition otanienne qui l'a réalisée, mais l'offensive de l'armée syrienne alliée à la Russie et à l'Iran en particulier, ouvrant la voie à la reconquête de la souveraineté du gouvernement de Bachar Al Assad sur tout le pays. On ne rappellera jamais assez que la Belgique participe à cette coalition, que "nos" F-16 ont bombardé la Syrie et que cela n'a pas servi à se débarrasser du groupe terroriste E.I., ni des autres successeurs d'Al Qaida, même affublés du nom de "combattants" à Alep. L'Otan et sa "coalition anti-terroriste" vient de subir un énorme revers en Syrie. Cependant, elle veut poursuivre la guerre en 2017 et se prépare à son extension mondiale, entre autres sur le continent sudaméricain. Ces décisions ne changeront pas avec une nouvelle présidence américaine, car ni Obama ni Trump ne sont les maîtres de la politique internationale toujours dictée par les principales forces capitalistes et en particulier celles du lobby militaro-industriel.

Le mouvement de la paix ne peut pas oublier cette lutte contre la guerre et doit donc aussi poursuivre la campagne contre l'augmentation des budgets militaires de la Belgique, contre l'achat des nouveaux avions de guerre et pour le renvoi des bombes atomiques stationnées à Kleine Brogel et ne pas tomber dans d'autres pièges de la guerre humanitaire, comme celui du sauvetage d'Alep.

En 2017, l'Otan va inaugurer ses nouveaux bâtiments à Bruxelles et organisera un sommet extraordinaire pour resserrer les rangs de l'Alliance atlantique et renforcer encore sa monstrueuse machine de guerre. On y officialisera l'adhésion du Montenegro, déjà acceptée par la Belgique lors du vote très discret par le parlement de ratification de cette adhésion. De nouvelles concentrations de troupes et de matériel se réalisent à la frontière de la Russie. Il ne faut pas s'attendre à ce que la présidence de Trump change cette orientation fondamentale, mais continuer à combattre la russophobie croissante en Belgique et en Europe, à voir que la Russie n'est pas notre ennemie et à dénoncer et démanteler la machine de guerre de l'Otan.

# La campagne "Pas d'Avions de chasse" continue en 2017 !

La pétition organisée par la Plateforme Pas D'Avions de Chasse/Geen Gevechtsvliegtuigen a récolté 38.000 signatures. C'est un beau succès! La pétition a été remise à la Commission des Pétitions de la Chambre en novembre dernier.



La Plateforme s'est également adressée au Premier ministre, demandant un rendez-vous afin d'exposer son point de vue et d'engager un débat public concernant le coût exorbitant de ces achats. Le gouvernement a décidé des coupes sombres dans les budgets sociaux et culturels pour pouvoir clôturer son budget annuel en 2016 mais, par ailleurs, il n'hésite pas à imposer à la population des dépenses militaires de près de 10 milliards d'euros (sur 10 ans) .

La réponse négative de Charles Michel à cette lettre posant cette question si importante pour le futur économique et social de notre pays ne nous étonne pas: c'est un langage formaté, qui ne répond rien, et qui esquive tout débat public.

**La lutte doit continuer pour refuser ces achats!**

Une nouvelle échéance se dessine avec la possible

ouverture d'un débat à la Chambre des Représentants. En effet, des parlementaires viennent de demander l'avis au Conseil d'Etat, pour vérifier si les lois de programmation militaire sont oui ou non conformes à la Constitution.

Voici la réponse à cette question, reprise dans un article de La Libre Belgique du 14.12.16: "La loi sur les grands achats militaires ne sera pas contraignante", "le gouvernement établit des normes budgétaires pluriannuelles" ce qui est contraire à la Constitution puisque "les budgets sont votés chaque année et ne valent que pour un an". L'article explique ensuite que, selon le Conseil d'Etat, "les investissements repris dans la loi doivent s'analyser comme l'expression d'un engagement politique et non un engagement budgétaire - qui ne lie pas les prochains gouvernements."

En résumé, d'après le Conseil d'Etat, un nouveau gouvernement pourra tout

détricoter.

Mais le gouvernement Michel aurait trouvé la manière de contourner cette situation et, selon le même article, il entend bien conclure un maximum de contrats avec les fournisseurs, avant la fin de sa législature en juin 2019, et de les considérer comme une "sorte de promesse faite aux entreprises, à l'Europe et à l'Otan pouvant être perçue comme un verrou sur les achats militaires."

Suite à ces nouvelles, notre vigilance devra être plus grande et permanente pour ne pas tomber dans ces pièges. Nous invitons les lecteurs à suivre régulièrement les informations sur le site de la Plateforme: [www.pasdavonsdechasse.be](http://www.pasdavonsdechasse.be)

Patricia Villalon, 01.01.2017

# "Help Syria" ou le retour à la guerre humanitaire

Le 19 décembre dernier, le journal *Le Soir* a publié sur une pleine page un appel "Help Syria, Agissons, je suis humain et j'agis pour les civils syriens..." signé par une quarantaine d'organisations se proclamant de la "société civile". Plusieurs associations du mouvement de la paix ont cosigné cet appel. Cela nous interpelle au plus haut point.

*Nous reprenons ci-dessous quelques arguments de l'Appel :*

"Les derniers occupants d'Alep risquent de disparaître dans les heures et les jours qui viennent. Si nous voulons qu'il ne reste que des cadavres ou des noyés en Méditerranée, nous devons manifester notre indignation aux autorités belges et européennes...."

*Nous proposons de signer une pétition adressée à nos autorités afin que notre gouvernement fasse pression :*

- Pour rendre possible l'évacuation des civils et l'accès humanitaire ainsi qu'un déploiement d'observateurs des Nations Unies pour protéger les civils et les combattants de toutes violations du droit international humanitaire,
- Pour traduire en justice les auteurs de telles violations".... (texte complet sur [www.helpsyria.be](http://www.helpsyria.be))

L'image utilisée par Help Syria pour illustrer son Appel est particulièrement trompeuse: on y voit des pères avec leur bébé peut-être mort, au milieu d'une rue pleine de ruines de maisons bombardées. On ne peut que se sentir humainement touchés par une telle photo. Mais quand celle-ci s'accompagne d'une phrase disant que "les derniers occupants d'Alep risquent de disparaître dans les jours qui suivent", alors on manipule des sentiments humains pour faire passer un énorme mensonge.

## **La libération d'Alep a eu lieu!**

Ce sont des centaines de milliers de personnes qui ont pu être secourues, alimentées. Mais cette libération est le fait de ceux-là mêmes que Help Syria accusait de massacrer les populations civiles et de violer le droit international humanitaire. Il faudrait rendre hommage à ceux qui ont libéré Alep Est de l'emprise des groupes terroristes, et rendre justice à ceux qui ont ainsi permis l'évacuation des civils et l'accès humanitaire à la population d'Alep. Or c'est tout le contraire qui se passe. Les promoteurs de l'appel Help Syria continuent de considérer que Bachar Al Assad est leur pire ennemi et que l'intervention de la Russie dans la guerre en Syrie est le plus grand danger pour la paix mondiale.

## **Des groupes terroristes rebaptisés "combattants"**

Help Syria réclame la mise sous protection de l'ONU des "combattants". Comment peut-on présenter sous l'étiquette de "rebelles", de "combattants", les milices de l'Etat Islamique, et autres organisations mafieuses et terroristes qui occupaient une partie de la ville depuis 2013 et bombardaient la population civile de l'autre partie de la ville. Les témoignages des habitants d'Alep Ouest ont été délibérément sabotés par les médias, mais également ignorés pendant des années par les associations "humanitaires". Il ne suffit pas d'affubler les criminels de l'Etat Islamique d'un titre de "combattants" pour les blanchir de leurs exactions. On ne peut non plus les mettre sur le même pied que les forces de l'armée syrienne qui se battent pour défendre la souveraineté, l'indépendance et l'intégrité de leur pays.

## **On demande aux sponsors de la guerre de protéger la population civile de Syrie**

Qu'est-ce que les promoteurs de l'appel proposent de faire après cinq ans de guerre en Syrie pour que cette guerre s'arrête? En appeler aux autorités belges et européennes, c'est-à-dire à un gouvernement belge qui a depuis le début de la guerre participé à la Coalition Internationale des Volontaires": d'abord en Irak, ensuite en Syrie, et à une Union européenne qui renforce ses liens avec l'Otan et collabore à toutes ses guerres. Les partisans de la "protection des populations civiles" proposent de s'en remettre à des autorités politiques qui participent, soutiennent ou alimentent ces guerres. Ils en reviennent donc à la défense du droit d'ingérence humanitaire, inclus par la guerre. Après 15 ans d'intervention otanienne et d'occupation militaire en Afghanistan, après cinq ans de chaos économique, politique, social créé par l'intervention de la Coalition contre la Libye, les associations de paix se laissent à nouveau prendre au piège de la guerre humanitaire.

**Claudine Pôlet, 31.12.2016**

# Alep, Mossoul, Tel-Aviv et le rôle de la propagande de guerre

Deux grandes opérations militaires se déroulent en parallèle actuellement; l'une à Alep, ville située au nord-est de la Syrie où les forces loyales au président Bachar el-Assad essaient de déloger les combattants salafistes postés à l'est de la ville et une autre à Mossoul, théâtre d'une offensive militaire organisée par ladite 'Coalition internationale' dirigée par les Etats Unis, visant à libérer cette ville des forces de l'Etat Islamique ou Daesh; cette coalition intègre une série de pays dont la France et les pays du Golfe. Les deux villes visées par ces opérations sont des villes très importantes dans leurs pays respectifs et sont habitées par des populations très nombreuses pareillement exposées aux actions militaires en cours. Ce qui les différencie, c'est le traitement que les médias donnent à ces opérations.

## Le choix bien sélectif de mots

S'agissant de Mossoul, la radio, la télévision ou la presse écrite, parlera des "islamistes", des "terroristes" ou des "jihadistes", lorsque les journalistes de ces médias feront référence aux guerriers de Daesh qui résistent à l'avancée des forces de la coalition. Ces professionnels de l'information ne sont pas avares de mots non plus pour relater comment ces "fanatiques" s'organisent pour empêcher la population d'abandonner les lieux : ils forcent ces civils, sous peine d'égorgement, à rester sur place, servant ainsi de "boucliers humains" visant à dissuader l'adversaire militaire d'ouvrir le feu. Par contre, les mêmes journalistes qualifieront bien gentiment de "rebelles", de "combattants" ou d' "opposants" pratiquement les mêmes combattants islamistes lorsqu'ils combattent à Alep-Est les forces du président syrien. Voilà donc que pour les besoins de la cause, la manipulation de l'information en l'occurrence, les terroristes sanguinaires de Mossoul deviennent "combattants" et "rebelles" sympas lorsqu'ils agissent à Alep.

Dans ce contexte, la question de la formation des "boucliers humains" à Mossoul, mais jamais mentionnés à Alep-est mérite que l'on s'y arrête un peu. En ce mois d'octobre, la Syrie et la Russie avaient décidé de manière unilatérale de suspendre leurs bombardements à Alep afin de faciliter l'exode des civils désireux de quitter la ville. Pour ce faire, ils avaient préparé 6 couloirs humanitaires. Cependant,

une bonne semaine plus tard, pratiquement aucun exode digne de ce nom n'était constaté et ce, malgré que "selon l'ONU, la moitié des civils souhaiteraient en effet partir d'Alep-Est". Comment expliquer alors que personne ou presque parmi cette "moitié de civils" n'ait quitté la zone profitant de la trêve? La réponse vient peut-être d'une dépêche du correspondant de l'Agence France Presse (AFP) datée du 20.10 informant de "combats dans un des couloirs humanitaires définis par Moscou". Par ailleurs, des sources de presse algériennes et russes informaient qu'il y avait eu des dizaines d'exécutions perpétrées par les "combattants modérés" contre des civils lorsque ceux-ci désiraient quitter les zones de guerre. Mais aux dires des médias visiblement sous consigne, Alep-Est ne connaît pas de boucliers humains.

## Ni vu ni connu à l'Ouest d'Alep

Plus édifiant encore. Avec une remarquable persévérance, les médias nous parlent des bombardements meurtriers sur Alep-Est et le silence est total, ou presque, lorsqu'il s'agit des bombardements sur Alep-Ouest par les forces islamistes installées précisément à l'est de la ville. Largage de milliers de bombes, roquettes, artefacts explosifs divers y compris certains contenant des armes chimiques. Mais il y a une très importante différence: l'Ouest d'Alep n'est pas le bastion armé des forces pro-Assad alors que

## Appel aux lecteurs de ALERTE OTAN ! Abonnez-vous ! Soutenez-nous !

Votre aide financière est notre seul soutien pour continuer à publier et diffuser notre Bulletin trimestriel. Nous comptons sur vous pour apporter votre contribution pour l'année 2016 et nous remercions de tout coeur tous ceux et celles qui l'ont déjà fait.

Versement à effectuer au compte **CSOTAN – IBAN BE94 0682 4474 9114**

c'est le cas de l'Est d'Alep pour les forces jihadistes. Dans ce côté ouest de la ville vit une population de plus d'un million et demi d'habitants, protégée par les forces de police et militaires du gouvernement, non bunkerisés, avec des missions défensives. Les obus venant de l'Est ne tombent donc pratiquement que sur des civils; et à défaut d'une citadelle bien localisée, ils sont tirés à l'aveugle. Concernant les conditions de survie dans cette ville, les medias nous parlent des populations privées d'eau et d'électricité sans jamais dire que les "robinets" se trouvent dans le secteur est de la ville et donc ce sont les "modérés" de l'Est qui coupent les flux. Encore une fois, silence total des medias concernant ces "détails".

### **Le MIT et les sommets du mensonge**

Le 21 août 2013 fut un tournant de la guerre, lorsqu'une attaque chimique de grande ampleur eut lieu dans les faubourgs de Damas. Tout de suite, la (presque) totalité des médias de masse pro-occidentaux désignèrent Bachar el-Assad comme le responsable; c'est lui qui aurait donné l'ordre de cette ignoble attaque. Le président Obama décréta que sa ligne rouge ("non usage des armes chimiques") avait été franchie; le président Hollande, devant toujours ses donneurs d'ordre de l'OTAN, se prépara à bombarder Damas. Bombardement qui finalement n'a pas eu lieu parce que, selon Hollande, Obama aurait lâchement faibli. C'est ainsi que la "vérité" officielle fut consacrée.

Ce que ces médias, et surtout Hollande-Fabius, ne disent pas, c'est que le "volte face" d'Obama n'était pas dû à une quelconque faiblesse. Selon le célèbre journaliste d'investigation Seymour Hersh, le changement d'avis du président serait dû au fait que le 20 juin 2013, le DIA (Defense Intelligence Agency), à savoir ses propres services d'intelligence, lui avaient envoyé un rapport faisant état de la production de gaz sarin par les djihadistes (le Front Al-Nosra; ceux dont Fabius disait qu'ils "faisaient du bon boulot") avec l'aide de la Turquie et de l'Arabie Saoudite et que c'était là que pouvait se trouver l'origine des méfaits. Les recherches faites par le MI6 (Security Service) du Royaume Uni allaient dans le même sens et leurs responsables mirent au courant leurs collègues américains. A tout cela s'ajoute le fait qu'une équipe de spécialistes de la Massachusetts Institute of Technology (MIT), la fameuse université américaine considérée comme la meilleure au monde sur le plan des sciences et des technologies, avait publié le 14.01.2014 un rapport particulièrement rigoureux (dirigé par Richard Lloyd, ancien directeur du département d'armements des Nations Unies) dont les conclusions portaient à croire

que la fameuse attaque au gaz sarin venait du camp des ennemis d'Assad et non de son camp. Autrement dit, on a échappé de peu à une grande conflagration aux conséquences tragiques et ce sur la base de mensonges éhontés, totalement fabriqués par nos "jihadistes", bien rasés et en costume cravate de l'Elysée, du Quai d'Orsay ou des bureaux du Pentagone. L'impudence de ces gens ne connaissant pas de limites, le Président Hollande et l'ancien Ministre des Affaires étrangères Laurent Fabius, osent confirmer leurs mensonges et se vantent de leur esprit guerrier, dans leurs derniers livres.

### **Les absents de la scène du crime**

Il faudrait beaucoup de place pour faire la liste des mensonges proférés concernant cette guerre et aussi celle des vérités cachées. La version officielle cherche à faire croire que tout a commencé lorsque des manifestants pacifiques furent massacrés par le régime. Mais, heureusement, l'Amérique a aussi des personnalités illustres qui nous apportent des visions plus honnêtes des choses et n'hésitent pas à dénoncer les responsabilités et les fautes de leur propre pays. C'est le cas, entre autre, de Robert Kennedy Jr., le neveu du président John Kennedy dont le père a été assassiné par un étudiant palestinien, ce qui l'a porté à approfondir la problématique du Moyen-Orient. Il a publié une longue analyse sur ce qu'il appelle la guerre entre son pays et la Syrie et où il affirme et démontre que ce sont les Etats-Unis qui ont organisé, bien avant les manif's anti-Assad de la ville de Deraa en 2011, le projet de faire tomber Bachar el-Assad pour la simple raison que les politiques du président syrien ne convenaient pas aux intérêts des grands groupes pétroliers américains. Autre grand, et énorme, silence: le rôle, très intelligent et discret comme toujours, d'Israël dans ce conflit. Personne d'autre que Hillary Clinton ne pouvait mieux le démontrer, même si c'est bien malgré elle, puisque c'est grâce à Julian Assange que l'on découvre un mail dans lequel la Secrétaire d'Etat déclare très clairement que "c'est dans l'intérêt d'Israël que les Etats Unis sont occupés à chasser Assad du pouvoir en Syrie" et qu'une fois la tâche accomplie, il sera possible de mieux régler le dossier iranien et de faire en sorte qu'Israël garde le monopole de la bombe atomique dans la région. Et elle finit cette pièce d'anthologie en insinuant la possibilité de la mort pour Assad et sa famille. Beau portrait de la peut-être future présidente de la première puissance militaire du monde !

**Vladimir Caller, décembre 2016**

# L'OTAN est-elle affaiblie par le Brexit ou la présidence de Trump?

Si l'OTAN n'est pas entièrement égale aux Etats-Unis d'Amérique (EUA), alors tant le Brexit que la future présidence américaine de Donald Trump affaiblissent l'Alliance atlantique. Voyons les deux cas, l'un après l'autre. Commençons par le Brexit.

Rappelons d'abord quelques dates clefs. De 1962 à 1973, le Royaume Uni (RU) pose deux fois sa candidature à l'adhésion à ce qui devient plus tard l'Union européenne (UE) mais deux fois elle est refusée, puis une troisième tentative réussit après un referendum. A partir de 1979, avec le gouvernement de Thatcher et ses successeurs démarrent des revendications britanniques au détriment de l'intégration européenne. En 2007/8, la crise économique et bancaire éclate notamment par le biais de la Cité londonienne. Entre 2012 et 2016 est annoncé et réalisé le référendum qui ferait sortir le RU de l'UE dans les années à venir.

On a beaucoup polémique sur ce référendum un peu bizarre du point de vue de la politique intérieure. Constatons que parmi les causes on cite le rejet de l'élite politique et socio-économique arrogante (comme aux EUA), les sentiments et attitudes non européens et proaméricains de la majorité, des salaires réels en baisse depuis des décennies, des inégalités croissantes, etc. Les questions d'avenir se posent également quant au maintien du RU dans sa structure actuelle, au déclin socio-économique et à la pauvreté croissante, à la perte du privilège (« passeport bancaire européen ») de la Cité, etc. Par rapport à notre propos retenons que le résultat fut imprévu et qu'il n'y a pas eu de plan B disponible. Le nouveau gouvernement est dès lors considéré comme fragile et il cherche encore sa voie.

Quoi qu'il en soit, le RU y perdra en fonction des négociations avec l'UE mais il n'est guère possible d'en évaluer l'importance. L'UE y perd un pays si elle le considère comme faisant nécessairement partie de l'Europe. L'UE y est gagnante car elle échappe à l'emprise de « Five Eyes » anglo-américains et à « l'espionnage britannique » systématique en faveur de Washington dans les affaires qui relèvent de l'UE. Le Brexit pourrait favoriser des avancées politique, socio-économique, culturelle de l'intégration européenne.

Les pays à dominante proatlantiste tels que la Belgique ou la France ou encore les pays d'Europe centrale et

orientale perdent un allié proaméricain et un allié européen néolibéral. Certes, l'euro pourrait se renforcer à moyen terme et la gestion de l'immigration rendue plus aisée. Les cinq ou six pays neutres de l'UE garderaient plus facilement leur position et gagneraient en influence.

Sur le plan mondial et sans l'appui de l'UE, le RU n'est même plus une puissance régionale. Dès à présent, les ministres des affaires étrangères des pays membre de l'union se voient, sans les Britanniques, régulièrement mais « informellement ». Cependant, le RU garde une position stratégique à l'instar du Japon dans le contrôle physique de Washington à l'est et à l'ouest de l'Eurasie (bases militaires, proximité géographique, accès facile, etc.). Les « relations spéciales » avec les EUA s'affaiblissent cependant car l'utilité du RU se réduit par le fait du Brexit et du fait que, pour les EUA, le RU fut toujours la porte d'entrée à l'UE !

**On peut considérer que l'OTAN en tant que telle s'affaiblira avec la sortie du RU de l'UE.**

Cet affaiblissement fait suite aux divergences croissantes parmi les pays membres de l'UE depuis les invasions américaines de ces dernières décennies. La propagande américaine russophobe et les gesticulations diplomatico-militaires de l'OTAN ne servent principalement qu'à dissimuler ces divergences. Il demeure que, diplomatiquement et militairement, Washington sans l'OTAN reste très actif au centre de l'Europe comme par exemple, en Ukraine, en Géorgie ou au Bélarus.

Passons à présent au deuxième sujet de notre investigation. Aux élections présidentielles, le candidat Trump a qualifié l'OTAN d'« obsolète » et « dépassée ». Selon lui, l'Amérique n'a plus les moyens de protéger les pays en Europe, sans une compensation financière adéquate. Il a suggéré un retrait des forces américaines des pays européens concernés si ceux-ci refusaient de payer leur juste part, en augmentant leur contribution financière. Enfin, il veut réorienter les missions de l'organisation sur la lutte contre le terrorisme plutôt que la dissuasion contre la Russie. C'est comme si Washington se réservait la tâche

d'encercler la Russie pour mieux contrôler le processus comme il l'a en Ukraine en 2014.

Quelques remarques s'imposent. Il est vrai que l'OTAN a perdu sa légitimité depuis la dissolution de l'Union soviétique en 1991. Par ailleurs, Trump parle de « protéger les pays d'Europe », alors que d'aucuns suggèreraient plutôt le fait de contrôler les pays de l'Europe en tant qu'une zone d'influence des EUA. De plus, comme on le sait, les EUA ne se sont jamais engagés pour défendre automatiquement l'Europe. Selon l'expression du fameux article 5, ils assisteront « la partie ou les parties attaquées en prenant aussitôt, individuellement et d'accord avec les autres parties, telle action qu'elle jugera nécessaire » (c'est moi qui souligne).

Du reste, si l'on croit aux enquêtes d'opinion, la majorité de la population des pays membres européen ne serait guère choquée si elle devait assister au retrait des forces américaines de leurs territoires. Enfin, certains pays membres de l'OTAN férus de l'interventionnisme militaire tels que la France ou la Belgique sont déjà impliqués dans « la guerre au terrorisme » illégale. Nonobstant, il est peu probable que l'organisation en tant que telle change de missions.

A l'instar des présidences de Reagan et de Bush II, celle de Trump fera diminuer le nombre d'Européens d'opinion proaméricaine devant les messages et les actes discutables de Trump et dès lors sera susceptible d'accroître l'autonomie de l'UE. Si ceci se vérifiait, on pourrait le tester dans trois domaines au moins : le maintien ou la remise des sanctions contre la Russie qui punissent avant tout les Européens ; la mise en place progressive d'une « armée européenne », sous une forme ou autre, peut-être même facilitée par le Brexit ; l'abandon tacite des négociations sur la création transatlantique d'une zone de « libre échange ».

Il est remarquable qu'au lendemain même des élections en question, le président de la Commission de l'UE, Juncker, insiste sur la mise en place de mécanismes communs de défense dans l'UE, après les propos de même

contenu récemment tenus par la ministre allemande de la Défense. Le 23 novembre 2016, les députés du Parlement votent enfin la résolution sur les efforts de coopération à accomplir en matière de sécurité et de défense, ouvrant la voie à une Union européenne de défense. Paris et Berlin iraient même plus loin en préconisant la création d'une "Coopération structurée permanente" réservée à la sécurité et à la défense de quelques pays membres de l'UE. Fin novembre 2016, le même Juncker énonce le principe: «Pas de système de sécurité en Europe sans la Russie»

En somme, malgré les apparences otanesques et les initiatives militaires de Washington, l'avènement de Trump à la présidence des EUA sera accompagné de la poursuite de l'ébranlement progressif de l'OTAN auquel le Brexit ne ferait que contribuer à sa façon.

Nicolas Bardos, décembre 2016

---

# Campagne contre l'installation des nouveaux avions de chasse F35 et bombes atomiques B61-12

Le Comité NO GUERRA NO NATO, promoteur de la campagne contre l'installation des nouveaux avions de chasse F35 et bombes atomiques B61-12 informe d'un premier résultat important: le 26 octobre 2016, le Conseil Régional de Toscane, a approuvé à majorité une motion du groupe "Sí Toscana a Sinistra" (Oui à la Toscane à Gauche)

*Texte de la motion "Pour le respect du Traité de Non Prolifération nucléaire"*

## Le Conseil Régional

Rappelant que – selon des données fournies par la Fédération des Scientifiques Américains (FAS), l'Italie entropose le plus grand nombre des armes nucléaires américaines installées en Europe, 70 bombes B-61 sur un total de 180, sur les bases militaires de Ghedi-Torre et d'Aviano

Rappelant que la bombe B61-12, nouvelle arme avec une tête nucléaire d'une puissance équivalente à quatre fois celle d'Hiroshima, a été officiellement autorisée par la National Security Administration (Nnsa) des Etats-Unis

Rappelant que des photos satellitaires publiées par la FAS montrent les modifications déjà réalisées à la base d'Aviano et de Ghedi-Torre pour y installer les B61-12

Rappelant que l'Italie, qui fait partie du Groupe de planification nucléaire de l'Otan, met à disposition, non seulement son territoire pour l'installation des armes nucléaires, mais également des pilotes italiens entraînés en vue d'attaques nucléaires sous commandement USA et des chasseurs bombardiers Tornado stationnés à Ghedi

Rappelant que les avions de chasse F-35, destinés à l'aéronautique italienne seront dotés, comme annoncé par l'US Air Force, des bombes B61-12

Considérant que cela signifierait une violation du Traité de non prolifération des armes nucléaires, signé en 1969 et ratifié en 1975, dont l'Art.2 spécifie: "chaque Etat non nucléaire, ayant signé le Traité s'engage à ne recevoir, directement ou indirectement, aucun type d'armes nucléaires ni autre dispositif explosif nucléaire ni aucun contrôle sur de telles armes

Considérant que pareils nouveaux armements abaisseront le seuil nucléaire, rendant plus probable une attaque atomique

Considérant que la présence simultanée sur son territoire des B61-12 et de la Station MUOS (système de télécommunications satellitaires de la Marine militaire des Etats-Unis), ferait de l'Italie une cible prioritaire d'éventuelles représailles nucléaires, dans le cadre préoccupant de la course au réarmement atomique

## S'engage

À demander au gouvernement de respecter le Traité de non prolifération des armes nucléaires et à faire en sorte que les Etats-Unis retirent immédiatement du territoire italien toutes les armes nucléaires et renonce à y installer les nouvelles bombes B61-12.

## S'INSCRIRE ET COLLABORER À LA MAILING LISTE ALERTE OTAN

Le Comité Surveillance OTAN anime une liste d'information par e-mail, où sont publiés régulièrement infos, analyses et commentaires relatifs à la politique de guerre de l'Alliance Atlantique. Nous invitons tous les lecteurs intéressés à s'y inscrire et à collaborer à cette recherche de documentation qui est indispensable pour comprendre la nature de l'Otan, les rapports de force en son sein, ses actions publiques et autres, ses objectifs réels, son fonctionnement tentaculaire, ses réseaux et partenariats.

- Pour s'inscrire, envoyez un e-mail vide à [alerte\\_otan-subscribe@yahoogroupes.fr](mailto:alerte_otan-subscribe@yahoogroupes.fr).
- Pour collaborer, soit vous envoyez directement votre message à [alerte\\_otan@yahoogroupes.fr](mailto:alerte_otan@yahoogroupes.fr), soit vous l'envoyez à [info@csoan.org](mailto:info@csoan.org) et les modérateurs du CSO feront le nécessaire pour sa publication.



# Non à la ratification de l'adhésion du Monténégro à l'Otan!

Le Comité NoToNato du Monténégro a lancé un appel à tous les réseaux et mouvements de lutte contre l'Otan à faire pression sur leurs gouvernements respectifs pour stopper la ratification de l'adhésion du Monténégro à l'Otan. Il déclare que les citoyens du Monténégro sont pris en otage dans leur propre pays et qu'ils sont majoritairement opposés à ce que le Monténégro devienne membre de l'Otan.



## En Belgique le CSO a relayé cet appel

" Le Parlement Belge se prépare à ratifier ce nouvel élargissement de l'Alliance, avant même la fin 2016. Le projet de loi à ce sujet a déjà été adopté à la Commission Affaires Etrangères depuis une semaine. Les medias restent silencieux. Mis à part un communiqué de Belga repris par la RTBF le 7 décembre seulement.

En Belgique, ce projet de loi risque de passer au parlement comme une lettre à la poste, comme une question d'ordre technique et secondaire, alors que ce nouvel élargissement de l'Otan ne fait qu'exciter les tensions internationales et fait partie d'un plan très agressif de l'Alliance d'encerclement et d'escalade de guerre vis-à-vis de la Russie.

Au Monténégro, cette adhésion est contestée par une grande partie de la population qui demande un referendum à ce sujet, et a été le principal thème de la récente campagne électorale qui s'est soldée par la défaite, d'extrême justesse et dans des circonstances troubles, de la coalition anti-OTAN.

L'Otan est devenue la machine de guerre la plus puissante de l'histoire. Elle impose à ses membres des dépenses militaires accrues, un modèle économique fondamentalement injuste, des partenariats et des coalitions internationales portant la guerre sur tous les continents et elle oblige la Belgique à y participer. La ratification par notre pays de l'adhésion du Monténégro à l'Otan est une imposition de plus. Elle est inacceptable.

Le Parlement a ratifié l'adhésion du Monténégro le 18 décembre 2016

A la Commission des Affaires Etrangères, la question de l'adhésion du Monténégro à l'Otan a été abordée très brièvement. Sans surprise donc, le Parlement n'en a pas plus débattu et a voté en faveur comme s'il s'agissait d'une simple question technique.

### *Le résultat du vote:*

118 Oui (Tous les partis de la majorité + PS, Spa, CDH, Défi)

2 Non (PTB)

18 Abstentions (Ecolo-Groen, V.B)

Communiqué du CSO

## Le Vénézuéla rejette tout accord militaire entre la Colombie et l'Otan

La République Bolivarienne du Vénézuéla exprime sa profonde préoccupation et son rejet concernant l'annonce du Président de la République de Colombie, Juan Manuel Santos, d'ouverture de discussions pour concrétiser un accord de coopération militaire entre la Colombie et l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (Otan).



La ministre de la Défense, Carmen Melendez, affirme que l'union civico-militaire est plus forte que jamais au Venezuela, « Maintenant nous sommes un peuple qui travaille pour la défense de la patrie », lors de la marche en appui à la Force Armée Nationale Bolivarienne 2014

Cette annonce est une trahison de la parole donnée par le président Santos en 2010 au Président Hugo Chavez, de ne pas établir une alliance militaire avec l'Otan.

Le Gouvernement vénézuélien s'oppose fermement à cette tentative d'introduire dans notre Région, des forces extérieures avec une capacité nucléaire, forces dont les activités passées et récentes procèdent d'une politique de guerre, violent les accords bilatéraux et régionaux engageant la Colombie (UNASUR, CELAC), et par lesquels l'Amérique Latine et les Caraïbes sont déclarées zone de Paix. Cette annonce dénature les principes de Bandung qui ont fondé le Mouvement des Pays Non Alignés (MNOAL), interdisant expressément à leurs Etats membres, de faire partie d'alliances militaires.

La République Bolivarienne du Vénézuéla s'adressera

à toutes les instances diplomatiques et politiques à sa portée pour empêcher que des organisations belliqueuses, ayant recours à la guerre et à la violence dans le monde, perturbent la paix de notre Région.

Le Gouvernement bolivarien du Vénézuéla, au nom de l'union et de l'intégration de la Grande Patrie, exhorte le Gouvernement de Colombie de ne pas créer d'éléments de déstabilisation et de guerre en Amérique du Sud, et souhaite fortement qu'il respecte l'appel historique de nos Libérateurs.

**Pas d'OTAN en Amérique du Sud !!**

**Non à la guerre !!!!**

Caracas, 25 décembre 2016

# Otan gendarme du monde

## Vive opposition en Amérique Latine - Bulletin «Alerte Otan» septembre 2013

"Le secrétaire général délégué de l'OTAN, M. l'ambassadeur Alexander Vershbow, et le ministre colombien de la Défense, M. Juan Carlos Pinzon Bueno, ont signé le mardi 25 juin 2013 un accord sur la sécurité des informations, qui permettra à l'OTAN et à la Colombie d'explorer des pistes de coopération et de consultation dans des domaines présentant un intérêt commun. « En tant qu'alliance de démocraties, l'OTAN se félicite que des pays qui partagent ses valeurs viennent à sa rencontre », a déclaré le secrétaire général délégué lors de son entretien avec M. Pinzon Bueno. »

### Vive opposition en Amérique Latine

Comme toute personne sensée, le président du Venezuela a qualifié d'aberrante l'idée qu'une nation bolivarienne rejoigne l'Otan, il se demande « si un soldat latino-américain est censé défendre les intérêts des transnationales en acceptant la coopération avec l'Otan », organisation créée dans un but de guerre, et qui, ces dernières années, n'a pas hésité à envahir des zones riches en ressources naturelles ou stratégiques comme c'est le cas pour l'Afghanistan, l'Irak, la Libye. Au contraire, ce même soldat choisira la paix, l'indépendance et le progrès en faveur des peuples latino-américains, en rejetant toute possibilité de coopération avec des organismes de guerre qui ne cessent de mentir et qui actuellement collaborent avec les terroristes qui ont pris la Syrie d'assaut. Les dernières nouvelles annoncent que les gouvernements du Venezuela, Bolivie, Équateur et Nicaragua ont rejeté énergiquement l'annonce faite par la Colombie de souscrire un accord de coopération avec l'Otan. Le président de Bolivie, Evo Morales déclare que le projet colombien « est une menace pour notre continent, une agression, une provocation, une conspiration contre les gouvernements anti-impérialistes », et le président du Nicaragua, Daniel Ortega, qualifie l'annonce d'un « coup de poignard dans le cœur des peuples de notre Amérique ».

D'autre part, le secrétaire général de UNASUR (Union de Nations sud-américaines), Ali Rodriguez, affirme que le Venezuela doit « rester en alerte » face aux récentes décisions et actions entreprises par le gouvernement de Colombie. Au cours d'un interview à Telesur, Ali Rodriguez a fait référence spécifiquement à la réunion du président de Colombie, Juan Manuel Santos, avec le leader de l'opposition vénézuélienne, Henrique Capriles, très lié aux Etats-Unis. « Le Venezuela doit être très en alerte devant ces faits qui semblent innocents mais qui doivent servir d'alarme à toute personne moyennement avertie », Rodriguez ajoute « l'Otan et la région suivent des voies différentes, la première va vers la violence, la seconde vers la paix ». Pour lui, l'annonce par la Colombie de sa volonté de coopérer avec l'Otan est « grave, puisque connaissant l'histoire de cette organisation on sait

qu'elle a été créée pour la guerre et a agi ainsi tout au long de son existence, l'Otan est un instrument de re-colonisation ».

Le président Maduro ainsi que le secrétaire d'UNASUR « recommandent aux unités de la Force Armée bolivarienne (FANB) de faire une profonde analyse quant à l'intérêt de l'Otan de s'approcher de l'Amérique latine ». L'argentin Adolfo Perez Esquivel, prix Nobel de la Paix, condamne également les démarches du président Santos pour intégrer la Colombie dans l'Otan. Il insiste sur le fait que « la présence militaires des Etats-Unis en Amérique Latine équivaut déjà à la présence de l'Otan, vu que le traité fondateur de Washington stipule que toutes les bases militaires appartenant à un Etat membre de l'Otan peuvent être utilisées dans le cadre des missions de cette dernière, même si elles n'affichent pas officiellement son sigle. Cela inclut également les Iles Malouines où se trouve une base militaire britannique ». Il ajoute que « Santos doit faire marche arrière dans cette initiative et l'UNASUR doit débattre sérieusement sur le rôle de nos armées et prendre une position ferme contre les armes nucléaires. »

### Questions en Belgique

Les hauts dirigeants otaniens ont beau répéter que l'Otan est une alliance des démocraties et de défense des valeurs communes, comme ils viennent encore de le faire lors de leur récente rencontre avec le ministre colombien, la signature de cet accord de coopération, c'est la première démarche vers un partenariat, est un acte à la fois anti-démocratique et contraire aux intérêts de la Belgique. Anti-démocratique, car il n'a fait l'objet d'aucun débat public au parlement, ni même d'une consultation de la commission Affaires Etrangères-Défense et peut-être même d'aucune mise au courant du gouvernement belge sur la question. Contraire aux intérêts de la population belge, car il provoque des situations d'antagonismes avec les autres pays d'Amérique Latine, avec lesquels des accords de coopération économique, culturelle et sociale seraient bien plus profitables que la perspective de conflits qui se dessine déjà.

Patricia Villalon, septembre 2013

# Alerte sur les projets d'agression militaire des USA contre la révolution bolivarienne

A l'occasion de la Foire Internationale du Livre de Caracas, le général Jesus Barrios Quintero a présenté un livre "Compilation de documents doctrinaires des Etats-Unis". Celui-ci a été édité par l'Université Militaire Bolivarienne (UMB) et est diffusé par l'Edition El Perro y la Rana, du Ministère du Pouvoir Populaire de la Culture.



Tous ces documents doctrinaires états-uniens son récents: 2015. Il ressort clairement de l'exposé de Jésus Barrios Quintero, que les Etats-Unis, même sous la présidence de Obama, Prix Nobel de la Paix, "appliquent toujours "la Doctrine Monroe" et considèrent que "le Venezuela est une menace pour la sécurité nationale des Etats-Unis".

Les conseillers tant politiques que militaires de la présidence des Etats-Unis proposent de préparer une série de mesures pour attaquer le Venezuela, allant de l'embargo économique et financier du pays et des sanctions et menaces d'emprisonnement envers des fonctionnaires du gouvernement vénézuélien, à l'organisation de l'opposition violente au gouvernement Maduro et l'incitation à rompre les organes de l'union latino-américaine tels que le Mercosur, Unasur et même le Celac, et allant jusqu'à envisager une intervention militaire directe avec la contribution des autorités de Colombie et d'autres gouvernements sud-américains considérés comme fiables.

Le gouvernement colombien de Manuel Santos vient de rencontrer des délégués du secrétaire général de l'Otan pour "mettre en marche un programme de coopération en vue de lutter contre le crime organisé". Il est clair que cette "coopération" vise à nuire au Venezuela. Le Président Nicolas Maduro le dénonce fermement. En Colombie, les Etats-Unis ont installé et maintiennent sept bases militaires dont plusieurs sont situées près de la frontière avec le Venezuela.

Comme le souligne la présentation du livre, les forces armées vénézuéliennes ont été restructurées profondément dès le début de la révolution bolivarienne sous la présidence de Hugo Chavez. La création de l'Université Militaire Bolivarienne en 2010 a fait partie des changements destinés à "mener à bien la défense intégrale de la nation et la consolidation du Venezuela en tant que pays souverain et puissance énergétique mondiale, ce qui nécessite une Force Armée Nationale Bolivarienne et une Milice Bolivarienne bien formées techniquement et scientifiquement, sur la base de concepts modernes, et sensibilisées aux réalités économiques et sociales en fonction du projet socialiste de développement national (Décret Fondateur). L'UMB représente un changement radical dans la conception de la formation des militaires et rompt avec les anciennes soumissions des chefs militaires du Venezuela à la doctrine des Etats-Unis desquels ils recevaient leur formation.

*Pour télécharger le livre en espagnol: [www.hormiguero.com.ve](http://www.hormiguero.com.ve)*

**Claudine Pôlet, 28.12.2016**